

Accord national

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EN AGRICULTURE (24 novembre 2015)

Avenant n° 3 du 28 novembre 2024

NOR : AGRS2597043M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération nationale des entrepreneurs des territoires FNEDT ;

Forestiers privés de France FPF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexe FO ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de mettre en conformité la définition du groupe assurée avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux ont décidé de préciser les dispositions de l'accord du 24 novembre 2015 relatif à la mise en place de garanties optionnelles facultatives en application de l'article 4.4 de l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance concernant les bénéficiaires des garanties frais de santé optionnelles et facultatives.

Le champ d'application professionnel est également modifié.

La branche professionnelle étant constituée principalement de petites et moyennes entreprises, les stipulations de la convention collective et accords liés répondent aux contingences visées à l'article L. 2261-23-1 du code du travail concernant les entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 1^{er} | Modifications apportées à l'accord

L'article 1^{er} « Champ d'application » est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire national conformément à l'article L. 2222-1 du code du travail aux salariés visés à l'article 2 du présent accord et définis aux articles 1.2, 1.3 et 1.5 de la convention collective nationale de travail relative aux entreprises de travaux et services agricoles, aux entreprises de travaux et services ruraux et aux entreprises de travaux et services forestiers du 8 octobre 2020. »

L'article 2 « Bénéficiaires » est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« Article 2 | Bénéficiaires

Les dispositions du présent accord, au titre des garanties frais de santé optionnelles et facultatives, s'appliquent à tous les salariés relevant de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971, ayant au moins trois (3) mois d'ancienneté continue dans l'entreprise ou l'exploitation agricole et entrant dans le champ d'application de l'accord.

Sont donc exclus du dispositif frais de santé :

- les techniciens, agents de maîtrise et cadres relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, et bénéficiant à ce titre du régime santé défini par la convention collective du 2 avril 1952 ;
- les salariés tels que définis ci-dessus relevant d'un accord collectif étendu plus favorable que le présent accord ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles.

La condition d'ancienneté est réputée acquise au 1^{er} jour du mois civil suivant celui au cours duquel le salarié acquiert trois (3) mois d'ancienneté. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent avenant à l'accord du 24 novembre 2015 relatif à la mise en place de garanties optionnelles facultatives en application de l'article 4.4 de l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, s'appliquera le lendemain de la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et réglementaires. Les parties signataires demandent son extension.

Fait à Paris, le 28 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)